

## UDC INTERNATIONAL

Case postale 8252, CH-3001 Berne

Tél. +41 31 300 58 58

Fax +41 31 300 58 59

Courriel: [info@udc-international.ch](mailto:info@udc-international.ch)

Internet: <http://www.udc-international.ch>



# Newsletter UDC International

Edition mai 2015

## Chaque peuple a le gouvernement qu'il mérite!

*Joseph Marie de Maistre, (1753 - 1821)*

Les votations, élections, initiatives et référendums sont des moyens efficaces dont dispose le peuple suisse pour rappeler les élus politiques à leurs promesses électorales et, le cas échéant, pour les forcer à les tenir.

Il ne sert à rien de se plaindre après coup de mauvaises décisions si les citoyens n'assument pas leurs intérêts et devoirs politiques.

L'avenir de ce pays est aussi dans les mains des Suisses de l'étranger. Notre conception de la démocratie directe, nos droits et nos obligations politiques font de nous d'excellents ambassadeurs dans le monde entier. Selon la dernière statistique (2014) publiée par le DFAE, plus de 746 000 Suisses habitent hors des frontières de leur pays. Cependant, seuls 142 000 d'entre eux se sont fait inscrire à ce jour dans un registre électoral pour pouvoir participer activement à la politique suisse et façonner le destin de notre pays. Pour en savoir plus sur ces tendances et pour apprendre d'autres détails, nous vous invitons à cliquer sur le lien

[https://www.dfae.admin.ch/eda/fr/home/aktuell/informationen\\_deseda.html/eda/fr/meta/news/2015/1/29/56070](https://www.dfae.admin.ch/eda/fr/home/aktuell/informationen_deseda.html/eda/fr/meta/news/2015/1/29/56070)

Les élections 2015 au Conseil national auront lieu le 18 octobre prochain. Elles revêtent une importance particulière pour notre pays. L'UDC International a réussi à placer ses candidats sur les listes de 10

cantons. Un grand merci à toutes les personnes qui ont participé à cette action et qui ont accepté de s'engager pour l'UDC et pour l'avenir de la Suisse.

Mais cette campagne électorale exige aussi la participation de tous les autres membres de l'UDC International: je vous prie instamment de rendre attentifs vos amis, connaissances et parents à cette échéance électorale capitale et à les inviter à se faire enregistrer le plus rapidement possible auprès d'un consulat ou d'une ambassade. Informez aussi vos amis en Suisse sur les droits et les intérêts politiques des Suisses de l'étranger. Vous soutiendrez ainsi nos candidats et vous veillerez à ce que les souhaits et besoins des Suisses de l'étranger soient pris en compte en politique nationale.

Vous trouvez toutes les informations nécessaires sur notre site internet [www.udc-international.ch](http://www.udc-international.ch) à la rubrique Votations/Elections -> Règles électorales.

Un grand merci de votre soutien dans cette importante campagne électorale!

Salutations cordiales

### Inge Schütz

Présidente UDC International

Candidate au Conseil national dans le canton de Lucerne

## **Consignes UDC International pour les votations du 14.6.2015**

---

Les prochaines votations fédérales auront lieu dimanche, 14 juin 2015. Quatre objets sont présentés au souverain.

**UDC International recommande de voter comme suit:**

1. Modification de la disposition constitutionnelle concernant la procréation médicalement assistée et la technologie génétique dans le domaine humain: **oui**
2. "Initiative populaire sur les bourses d'étude": **non**
3. Initiative populaire "Imposer les successions de plusieurs millions pour financer notre AVS (Réforme de la fiscalité successorale)": **non**
4. Modification de la loi sur la radio et la télévision (LRTV): **non**

## **Elections 2015:**

---

**Les prochaines élections au Conseil national auront lieu le 18 octobre 2015. UDC International sera à nouveau présente avec ses propres listes et candidats pour défendre les intérêts des Suisses de l'étranger dans la campagne électorale et soutenir les sections cantonales de l'UDC.**

Nous serons présents dans les cantons suivants avec nos propres listes ou candidats:

- Bâle-Campagne (propre liste)
- Bâle-Ville (propre liste)
- Genève (propre liste)
- Grisons (propre liste)
- Lucerne (propre liste)
- Schaffhouse (propre liste)
- Zoug (propre liste)
- Soleure (sur la liste des Seniors UDC)
- St-Gall (sur la liste principale)
- Zurich (sur la liste des Jeunes UDC)

**Attirez l'attention de votre entourage à l'étranger et en Suisse sur nos listes et nos candidats afin que l'UDC International reçoive un soutien des électrices et électeurs suisses du monde entier!**

**Si vous avez des questions concernant ces élections, écrivez à l'adresse courriel [info@udc-international.ch](mailto:info@udc-international.ch)**

Nous nous réjouissons d'être présents en 2015 également avec un grand nombre de candidats de l'étranger pour faire la démonstration de la force de l'UDC International.

\*

**Si, en tant que Suisse de l'étranger, vous ne vous êtes pas encore fait inscrire sur le registre électoral d'une commune suisse, alors faites-le sans tarder** afin que vous puissiez, vous aussi, décider de l'avenir de la Suisse en participant aux votations et élections. **Sachez que cet enregistrement peut parfois prendre deux mois.** N'attendez donc pas trop longtemps et annoncez-vous dès aujourd'hui!

L'adresse internet suivante vous offre toutes les informations sur l'enregistrement et l'exercice des droits politiques depuis l'étranger:

<http://aso.ch/fr/conseils/vivre-a-letranger/droits-politiques>

Et voici le lien pour obtenir la formule d'inscription:

[https://www.eda.admin.ch/content/dam/condes/eda-all/de/Meldung-als-stimmberechtigte-AS\\_dfie.pdf](https://www.eda.admin.ch/content/dam/condes/eda-all/de/Meldung-als-stimmberechtigte-AS_dfie.pdf)

## **Appel à la fondation d'une section UDC au Canada**

---

Chers Membres et Sympathisants de l'UDC au Canada,

C'est avec plaisir que je me chargerais de la coordination en vue de la fondation d'une section UDC au Canada. Mais j'ai besoin de votre soutien à cet effet. Celles et ceux d'entre vous qui seraient intéressés à participer activement ou passivement à la fondation d'une section sont invités à s'annoncer aussi rapidement que possible chez moi ([uc-suisse@outlook.com](mailto:uc-suisse@outlook.com) (en allemand ou en anglais, merci) ou chez Miriam Gurtner (UDC International) pour obtenir plus d'informations. Je serais aussi heureux de

recevoir des messages d'autres personnes qui je pourrais contacter directement. J'espère que vous serez nombreux à réagir!

**Urs Christen**, Steinbach MB, Canada  
Membre de l'UDC International



**Folgen Sie uns auf Facebook:**

<http://www.facebook.com/pages/SVP-International/143892652327095>

## **Non à un impôt qui pèserait sur les PME**

En Suisse, 99,8 % des entreprises sont des PME. Celles-ci représentent les deux tiers des emplois et forment 70 % des apprentis. Les PME sont l'épine dorsale de l'économie suisse, nous devons en prendre soin. Elles ne sont pas étrangères au fait que nous soyons toujours en situation de plein-emploi, que le chômage des jeunes est extrêmement bas en comparaison internationale et que notre pays est prospère. Les entrepreneurs à la tête de PME sont imbriqués très étroitement dans la société sur le plan économique, mais pas seulement. Ils jouent très souvent un rôle actif dans des associations, dans les communes et dans des organisations sociales. Ils prennent des responsabilités. Ils sont très impliqués dans la société et étroitement liés à la population. Ils sont le peuple.

L'initiative sur la fiscalité successorale constitue une double attaque contre les PME. Avec ses conséquences économiques catastrophiques, elle attaque directement des milliers de PME et leurs emplois. Le texte de l'initiative est rédigé sur un ton polémique. Il présente les entreprises familiales et PME, intègres et solides, comme des sortes de rentiers fortunés que l'on doit faire cracher au basinet. Pourtant, les familles ont souvent travaillé dur pendant des générations et réinvesti leurs bénéfices. Au fil des ans, avec des machines, des bâtiments, des véhicules et des placements, elles ont

créé une entreprise dont la valeur dépasse largement la franchise de 2 millions de francs prévue par l'initiative.

Si, en cas de succession, une entreprise devait céder 20 % de sa valeur vénale, via l'impôt sur les successions, la nouvelle génération serait confrontée à des difficultés de taille. L'État fait main basse sur les liquidités. Dans bien des cas, les ressources financières disponibles ne suffiraient pas. Alors il faudrait vendre des parties de l'entreprise ou contracter un crédit auprès d'une banque. Et ce, justement dans une phase critique, où les jeunes entrepreneurs ont un besoin urgent de ressources pour pouvoir poursuivre l'exploitation de la société et maintenir des emplois. Vous objecterez peut-être que les auteurs de l'initiative souhaitent prévoir d'autres franchises. Celles-ci sont-elles définies dans l'initiative ? Non. Les initiateurs lancent maintenant des chiffres qui ne sont précisés nulle part et n'ont rien de certain. S'ils avaient réellement pensé aux PME, ils les auraient exclues de l'initiative. Ils ne l'ont pas fait.

En lieu et place, les initiateurs évoquent de soi-disant allègements, dont les montants me font froid dans le dos. Un jeune entrepreneur qui bénéficierait d'un allègement devrait poursuivre l'exploitation de l'entreprise dont il hérite pendant dix ans au moins. Pendant cette période, il resterait responsable pour les 20 % d'impôt dus. Afin de pouvoir prendre ce risque, il devrait mettre des ressources de côté. Des ressources qu'il ferait mieux de réinvestir. Ces montants feraient défaut au sein de l'entreprise. Et nous voilà de retour au point de départ. L'entrepreneur devrait supprimer des emplois, s'endetter ou vendre, au lieu de viser la transmission à la génération suivante.

L'initiative relative à la fiscalité successorale est hautement hostile aux PME et doit donc être refusée catégoriquement.

**Sylvia Flückiger**, conseillère nationale (UDC/AG)

Membre UDC International

## **Ils n'en ont donc jamais assez – non à l'initiative sur les bourses d'étude!**

Comme étudiant à l'Université d'Oxford en Grande-Bretagne, j'entretiens des contacts avec des étudiants du monde entier. En discutant avec eux, j'ai fait très vite le constat suivant: les étudiants suisses ne se rendent pas compte à quel point ils sont bien traités! Pour rappel: les dépenses publiques en Suisse pour le système de formation se sont montées en 2012 à 34,7 milliards de francs dont environ un tiers (11,4 milliards) est allé aux universités et à la recherche. Cela signifie que les citoyens suisses de toutes les couches de la société et de toutes les classes de revenu acceptent de payer chaque année davantage pour offrir à des étudiants comme moi une bonne formation et une chance de faire une belle carrière professionnelle. Ces contribuables font aujourd'hui déjà un effort énorme en finançant toutes les institutions de formation qui, sinon, devraient exiger des taxes d'études massives.

Une comparaison: des études bachelor à l'Université d'Oxford peuvent coûter facilement 15 000 à 30 000 francs par an. Nombre d'étudiants suisses ne semblent toujours pas avoir compris qu'en Suisse ce sont les contribuables qui assument ces coûts énormes. Comment expliquer sinon les exigences sans gêne des auteurs de l'initiative sur les bourses d'étude? Alors que personnellement je ressens une profonde gratitude à l'égard de mes concitoyennes et de mes concitoyens, les auteurs de cette initiative en veulent toujours plus. Comment oser demander le financement sans condition d'un "niveau de vie minimal" pour tous les étudiants, donc en fait un revenu minimum pour tous les étudiants? Ces gens estiment donc qu'on n'a pas le droit d'exiger d'un étudiant de gagner un peu d'argent par un emploi à temps partiel ou durant les vacances.

Cette attitude est incompréhensible pour moi. Qu'une catégorie de la population aussi privilégiée que les étudiants ose demander encore plus d'argent aux contribuables, voilà qui est proprement injustifiable. Bien sûr, les dépenses pour la formation peuvent être considérées comme un investissement et sont finalement utiles à la collectivité. Mais il ne faut pas se leur-

rer: en fait, ce sont avant tout les étudiants qui profitent de cet argent. Il serait grand temps que la Suisse surveille plus attentivement ses dépenses pour la formation et garantisse que cet argent des contribuables soit engagé le plus utilement possible. Les citoyens sont en droit d'exiger des mécanismes de contrôle assurant que leur argent profite à des recherches qui sont réellement utiles à la population. Un revenu minimum sans condition comme l'exigent les auteurs de l'initiative aurait juste l'effet inverse: des domaines de recherche et filières de formation qui n'apportent pas de plus-value mesurable à la collectivité deviendraient ainsi aussi attractifs que les sciences naturelles et de l'ingénierie. Le manque de main-d'œuvre qualifiée serait aggravé.

Cette initiative incarne une fois de plus les tendances centralistes de la gauche politique. Combien de francs d'aide à la formation faut-il accorder à une banlieue bernoise, au centre de la ville de Zurich? Faut-il encourager certaines filières de formation plus que d'autres? Faut-il introduire des mécanismes pour contrôler le succès des étudiants subventionnés? Les auteurs de l'initiative croient qu'un bureau centralisé à Berne serait le mieux à même de répondre à toutes ces questions. Je m'oppose strictement à cette conception. Les cantons doivent décider eux-mêmes combien d'argent ils veulent investir dans les diverses filières de formation. Ils doivent pouvoir appliquer des solutions différentes répondant à des conditions et exigences différentes. Ils doivent tirer des enseignements du succès ou insuccès des cantons voisins. L'autonomie cantonale garantit des solutions souples et une saine concurrence entre cantons sur le plan de l'innovation. Elle doit absolument être maintenue dans la formation.

Autonomie au lieu de fédéralisme, souplesse au lieu d'uniformité rigide – ce sont toujours les mêmes alternatives qui résultent d'initiatives lancées par la gauche. Ma réponse est claire: **je mise sur le fédéralisme et sur le modèle à succès suisse et je dis non à l'initiative sur les bourses d'étude!**

**Pascal Kesseli, Oxford (GB)**

Membre UDC International

Candidat sur la liste JUDC du canton de Zurich

## Assemblée de l'UDC Espagne

Grâce à d'importants travaux préparatifs et à une invitation envoyée aux membres de l'UDC Espagne répandus dans tout le pays, 32 membres et hôtes se sont rendus en avion, en chemin de fer ou en voiture à la Costa Dorada, à environ 170 km au sud de Barcelone. J'ai aussi eu le plaisir de saluer des membres de l'UDC Suisse venus tout exprès ainsi que deux "hôtes surprises" qui ont répondu à mon appel personnel: Franz Zemp, qui a été durant de nombreuses années président de la commune de Bassersdorf et Johann Dähler (le "roi de l'ananas") de Thurgovie qui exploite des plantations d'ananas au Costa Rica et en Côte d'Ivoire. Le journaliste Daniel Friedli du journal dominical "NZZ am Sonntag" a également fait le déplacement.

Après l'apéritif de bienvenue, j'ai pu ouvrir la première assemblée générale de l'UDC Espagne, section nationale de l'UDC fondée en mai 2013. Cette réunion était placée sous la devise "Si la Suisse va bien, les Suisses de l'étranger vont bien aussi". Les messages de salutation de l'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher et du président de l'UDC Suisse, le conseiller national Toni Brunner, ont retenu toute l'attention de l'assemblée.

Les affaires statutaires ont été rapidement expédiées afin qu'il reste assez de temps pour discuter des grandes préoccupations des Suisses de l'étranger: des banques suisses résiliant les comptes de Suisses de l'étranger; la nouvelle loi sur les Suisses de l'étranger qui entre en vigueur le 01.11.2015; les droits politiques et les droits sociaux des Suisses de l'étranger; l'exercice des droits de vote et d'élection par les Suisses de l'étranger; la raréfaction des représentations consulaires suisses; les accords bilatéraux Suisse-UE (libre circulation des personnes) et leurs conséquences pour les Suisses de l'étranger; adhésion insidieuse à l'UE, etc.

Présentant le rapport annuel, j'ai informé l'assemblée sur mes visites auprès des membres fondateurs de l'UDC Espagne ainsi qu'auprès de membres de l'UDC Suisse qui ont adhéré à notre section. Dans la diaspora suisse sur l'île méditerranéenne de Majorque j'ai pu gagner Max Suter comme vice-président et Iris Scher-

rer, employé de banque, comme caissière. Ces deux membres de notre comité suivent activement les quelque 2000 Suisses qui résident sur cette île. La "Cinquième Suisse" d'Espagne compte actuellement plus de 24 500 expatriés helvétiques sur un total de 746 000 Suisses de l'étranger. Il est donc important que ces personnes s'engagent pour leur patrie, pour la neutralité et l'indépendance et pour la sauvegarde des valeurs suisses. Faute de soins attentifs, le modèle à succès suisse, résultat de décennies d'efforts, serait en effet très vite détruit. La stabilité et la sécurité, dont profitent aussi les Suisses de l'étranger, ne tombent pas du ciel, mais elles exigent un engagement de tous les jours. D'où mon appel à tous nos membres d'attirer l'attention de leur entourage sur l'importance d'appartenir à l'UDC Espagne, la première section nationale UDC d'Europe. En 2014, nous avons pu accueillir cinq nouveaux membres dans notre section.

Domicilié dans la région d'Alicante, notre actuaire Johann Reimann nous a surpris par son intervention compétente et convaincante concernant des thèmes comme le système de l'AVS pénalisant les couples, la technologie de fusion trop onéreuse, le tournant énergétique, etc.

Franz Zemp a présenté un excellent exposé sur l'initiative "contre l'immigration de masse" acceptée le 9 février 2014 par le peuple et les cantons. Il a éclairé les divers aspects de ce nouvel article constitutionnel et répondu aux contre-vérités répandues à ce sujet.

Notre deuxième hôte surprise, Johann Dähler, le roi de l'ananas, a passionné l'assemblée par l'histoire de ses succès et échecs sur le continent noir sous le titre "L'Afrique est ma vie". L'Afrique a besoin d'entrepreneurs qui sont prêts à apporter une aide au développement sur place, a-t-il conclu.

Pour conclure, j'ai remercié nos membres qui ont accepté de se faire porter sur une liste de l'UDC International pour les élections au Conseil national. Il s'agit d'André Marcel George sur la liste genevoise, Johann Reimann sur la liste de Bâle-Campagne et de Viktor Nell sur la liste des Grisons. Cette participation n'apporte pas de grands avantages aux candidats, mais

elle est extrêmement précieuse à l'UDC Suisse et contribue à faire connaître notre politique au-delà des frontières nationales. Après des remerciements adressés aux membres du comité et la nomination de J. Dähler et F. Zemp comme membres d'honneur de l'UDC Espagne, l'assemblée générale a été levée et toute l'assistance s'est retrouvée autour d'un joyeux repas offert avec les traditionnelles cornettes à la viande hachée.

**Viktor Nell**, L'Ampolla (E)  
Président UDC Espagne  
Candidat au Conseil national dans le canton des Grisons



Le président, Viktor Nell, ouvre l'assemblée générale.



Les deux nouveaux membres d'honneur de l'UDC Espagne Franz Zemp et Johann Dähler.



Un généreux buffet attendait l'assistance.

## Echéances 2015:

Les prochaines **assemblées des délégués** de l'UDC Suisse auront lieu aux dates suivantes:

- 4 juillet 2015
- 22 août 2015 (manifestation électorale)
- 3 octobre 2015 (manifestation électorale)
- 31 octobre 2015

En tant que membre de l'UDC International, vous êtes toujours invité à participer à une assemblée des délégués comme hôte ou comme délégué si une carte de délégué est libre. **Annoncez-vous sur [info@udc-international.ch](mailto:info@udc-international.ch)** si vous souhaitez participer à une AD.

\*

Le **Congrès des Suisses de l'étranger 2015** aura lieu du **14 au 16 août 2015 à Genève**. Comme chaque année, UDC International sera présente avec un stand. Saisissez cette occasion pour rencontrer personnellement de nombreux candidats UDC au Conseil national.

\*

**L'assemblée générale de l'UDC International** aura donc aussi lieu le **14 août 2015 le soir à Genève**. Des informations supplémentaires suivront bientôt avec notre invitation envoyée séparément.